



Arrêt

**n° 177 513 du 10 novembre 2016
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : au X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IIIème CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 avril 2016, par X, qui déclare être de nationalité turque, tendant à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 18 février 2016.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 8 juin 2016 convoquant les parties à l'audience du 29 juin 2016.

Entendu, en son rapport, J.-C. WERENNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. YILDIZ, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Selon ses déclarations, la partie requérante est arrivée sur le territoire belge le 7 février 2005. Le 8 février 2005, la partie requérante a introduit une demande d'asile, qui a donné lieu à une décision confirmative de refus de séjour prise par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, le 13 avril 2005, contre laquelle une requête en extrême urgence a été introduite le 18 avril 2005 devant le Conseil de céans, qui s'est conclu par l'arrêt n°143.628 du 25 avril 2005 rejetant la demande en suspension. Par courrier du 1^{er} décembre 2009 réceptionné par la commune d'Anvers le 2 décembre 2009, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, en vertu de l'article 9 bis de la Loi du 15 décembre 1980 précitée. Par courrier du 12 décembre 2011, réceptionné par la commune d'Anvers le 15 décembre 2011, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, en vertu de l'article 9 bis de la Loi du 15

décembre 1980 précitée, qui a donné lieu à une décision d'irrecevabilité prise par la partie défenderesse le 10 avril 2012. Le 23 novembre 2012, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, en vertu de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée, qui a donné lieu à une décision d'irrecevabilité prise par la partie défenderesse le 7 mai 2014, et ordre de quitter le territoire pris à la même date. Le 11 décembre 2014, la partie défenderesse a délivré dans le chef de la partie requérante une annexe 13septies, ainsi qu'une annexe 13sexies lui interdisant l'entrée sur le territoire pendant 2 ans, contre lesquelles un recours a été introduit en extrême urgence devant le Conseil de céans, et qui a été rejeté par l'arrêt n°135.291 rendu par le Conseil de céans le 17 décembre 2014. Le 19 décembre 2014, la partie requérante a introduit une nouvelle demande d'asile, qui a donné lieu à une décision de refus du statut de réfugié et du statut de protection subsidiaire, prise le 19 janvier 2015 par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, et confirmée par l'arrêt n°155 875, pris par le Conseil de céans le 30 octobre 2015. Le 19 janvier 2015, la partie défenderesse a délivré à l'encontre de la partie requérante une annexe 13quinquies. Le 16 novembre 2015, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois en vertu de l'article 9 bis de loi du 15 décembre 1980 précitée, qui a donné lieu à la décision d'irrecevabilité, motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

A l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, l'intéressé invoque l'Instruction du 19.07.2009 concernant l'application de l'article 9.3 (ancien) et de l'article 9 bis de la Loi du 15.12.1980. Force est cependant de constater que cette Instruction a été annulée par le Conseil d'Etat (C.E., 09 décembre 2009, n° 198.769 & C.E., 05 octobre 2011 n° 215.571). Par conséquent, les critères de cette, Instruction ne sont plus d'application. Ajoutons que l'Office des Etrangers applique la loi et il ne peut lui être reproché de ne pas le faire. Dès lors, aucun argument basé sur cette instruction ne peut être considéré comme une circonstance exceptionnelle.

Ainsi encore, l'intéressé invoque, au titre de circonstances exceptionnelles, son long séjour en Belgique (depuis 2005) ainsi que son ancrage local durable (connaissance du néerlandais, attaches sociales développées en Belgique et volonté de travailler). Pour appuyer ses dires à cet égard, l'intéressé produit plusieurs témoignages d'intégration. Toutefois, rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la Loi du 15.12.1980 sont destinées non pas à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (C.E., 24 oct. 2001, n°100.223). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (C.E., 26 nov. 2002, n°112.863).

D'autre part, l'intéressé déclare qu'un retour au pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour requise est impossible, nourrissant des craintes en « raison de de son refus de se soumettre à ses obligations militaires mais surtout en raison de ses activités politiques prokurdes en Europe (sic) ». A l'appui de ses déclarations l'intéressé fournit un formulaire d'inscription complété au « KURDISTAN Centrum » et une copie de sa carte de membre. Cependant, force est de constater que l'intéressé n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour démontrer ses allégations quant à l'actualité de sa crainte en cas de retour en Turquie alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation (C.E., 13.07.2001, n° 97.866). En l'absence de tout élément pertinent permettant de croire en un risque réel en cas de retour au pays, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle. Notons aussi que les prétendues craintes de l'intéressé liées à son insoumission et à ses activités politiques (prokurdes) ont déjà été analysées et rejetées par les instances d'asile qui ont constaté que les propos de l'intéressé étaient non fondés. Dès lors, en l'absence de tout nouvel élément permettant de croire en des risques réels interdisant tout retour et étant donné qu'il incombe au requérant d'amener les preuves à ses assertions, force est de constater que les faits allégués à l'appui de la présente demande de régularisation n'appellent pas une appréciation différente de celle opérée par les organes compétents en matière d'asile. Rappelons également que les demandes de régularisation de séjour sur base de l'article 9bis de la Loi du 15.12.1980 ne peuvent constituer en aucun cas une sorte de recours contre les (ou de réexamen des) décisions rendues par les instances d'asile.

In fine, l'intéressé évoque, au titre de circonstance exceptionnelle, des perspectives professionnelles et joint à sa demande d'autorisation de séjour une promesse d'embauche de « M&G B.V.B.A » établie le 10.11.2015. Notons que cet élément ne peut être retenu comme circonstance exceptionnelle. De fait, l'exercice d'une activité professionnelle à venir, n'est pas un élément révélateur d'une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer

dans le pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. En effet, « (...) le Conseil rappelle qu'un long séjour en Belgique n'est pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine. Il en est de même pour l'intégration par le travail invoquée par la partie requérante. Le Conseil ne perçoit pas en quoi cet élément empêcherait la réalisation d'un déplacement à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise, d'autant plus que la partie requérante ne démontre pas qu'elle est autorisée à travailler en Belgique par le biais d'une carte professionnelle ou d'un permis de travail, à durée illimitée » (C.C.E., 31 janvier 2008, n°6.776 ; C.C.E., 18 décembre 2008, n°20.681).

En conclusion l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande auprès de notre représentation diplomatique dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger. Sa demande est donc irrecevable.

Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique.»

2. Recevabilité : intérêt au recours.

2.1 Dans ses écrits, et interrogée lors de l'audience, la partie défenderesse excipe de l'irrecevabilité du recours pour défaut d'intérêt légitime. Elle fait ainsi valoir que lors de la demande d'autorisation de séjour donnant lieu à l'acte présentement querellé, la partie requérante était assujettie à une interdiction d'entrée prenant effet le 11 décembre 2014 et prenant fin le 11 décembre 2016. Elle estime par conséquent que la partie requérante ne justifie pas d'un intérêt légitime à contester cet acte.

2.2 En l'espèce, le Conseil observe, au vu du dossier administratif, que le requérant a fait l'objet, le 11 décembre 2014, d'une décision d'interdiction d'entrée (annexe 13sexies), laquelle a été entreprise devant le Conseil de céans selon la procédure d'extrême urgence et qui a rejeté le recours dans un arrêt n°135.291 rendu par le Conseil de céans le 17 décembre 2014.

En outre, le Conseil observe, d'une part, que cette décision, qui n'a ensuite fait l'objet d'aucun recours en annulation ordinaire, présente un caractère définitif, et d'autre part, que cette mesure n'a été ni suspendue, ni levée et que le délai de deux ans qui y est fixé n'est pas encore écoulé.

2.3 Ensuite, le Conseil rappelle que l'article 74/11, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 porte que :

« La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants:

1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou;

2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.

Le délai maximum de trois ans prévu à l'alinéa 2 est porté à un maximum de cinq ans lorsque :

1° le ressortissant d'un pays tiers a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux afin d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour.

2° le ressortissant d'un pays tiers a conclu un mariage, un partenariat ou une adoption uniquement en vue d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour dans le Royaume.

La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale ».

Il rappelle en outre qu'aux termes de l'article 74/12 de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger à l'encontre duquel une interdiction d'entrée a été prise, peut introduire une demande de levée ou de suspension de cette interdiction. Il rappelle en outre que le quatrième paragraphe de cette disposition prévoit que

« Durant l'examen de la demande de levée ou de suspension, le ressortissant d'un pays tiers concerné n'a aucun droit d'accès ou de séjour dans le Royaume ».

Il découle de ces dispositions que l'interdiction d'entrée y prévue constitue une mesure de sûreté interdisant pour l'avenir, l'entrée, le séjour et l'établissement, à moins que l'interdiction ne soit suspendue, levée, ou que le délai fixé se soit écoulé. Il s'en déduit également que le fait d'être banni du territoire belge pendant une certaine durée constitue un obstacle à ce que l'administration autorise au séjour ou à l'établissement dans la mesure où le législateur a expressément prévu que l'interdiction devait être suspendue ou levée pour que cette mesure cesse ses effets et que tant que cette mesure produit des effets, l'administration ne peut accorder le séjour ou l'établissement (voir en sens : C.E., 9 mars 2012, n°218.401).

Par ailleurs, le Conseil rappelle, d'une part, que « l'intérêt tient dans l'avantage que procure, à la suite de l'annulation postulée, la disparition du grief causé par l'acte entrepris » (P. LEWALLE, *Contentieux administratif*, Bruxelles, Larcier, 2002, p. 653, n° 376), et d'autre part, que le recours n'est recevable que si le requérant justifie d'un intérêt légitime à l'annulation sollicitée, étant entendu que cette illégitimité – lorsqu'elle est constatée – « tient à des circonstances répréhensibles, soit du point de vue pénal, soit moralement » (M. Leroy, *Contentieux administratif*, 3^{ème} édition, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 497 ; C.E., 9 mars 2012, n° 218.403).

2.4 Partant, il ressort des considérations émises ci-avant, que dans la mesure où le requérant faisait l'objet d'une interdiction d'entrée, celui-ci ne pouvait, en tout état de cause, être autorisé au séjour. Le Conseil ne peut que rappeler, à cet égard, qu'il appartenait au requérant de solliciter la suspension ou la levée de cette interdiction, sur la base de l'article 74/12 de la loi du 15 décembre 1980, ce qu'il s'est abstenu d'entreprendre, en telle sorte qu'il n'a pas d'intérêt légitime au présent recours.

2.5 Il résulte de ce qui précède que la partie requérante n'ayant pas d'intérêt légitime au présent recours, celui-ci doit être déclaré irrecevable.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix novembre deux mille seize par :

M. J.-C. WERENNE, président f.f., juge au contentieux des étrangers

M. A.D. NYEMECK, greffier.

Le greffier, Le président,

A.D. NYEMECK

J.-C. WERENNE